



Hôpital Pitié-Salpêtrière

29 Oct. 2024

Contre l'escalade guerrière israélienne soutenue par les grandes puissances

Israël étend sa guerre au Moyen-Orient : après la destruction de Gaza, le bombardement et l'invasion du Liban, des dizaines de milliers de morts, de blessés et des centaines de milliers de déplacés, il a attaqué des bases militaires en Iran, sous prétexte de riposter après les tirs de missiles iraniens. La politique belliqueuse de Netanyahu menace d'embraser toute la région.

Les guerres de Netanyahu et leurs cibles

L'État d'Israël prétend se défendre contre ce qu'il considère comme une menace : le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais ou la dictature des mollahs en Iran. Pourtant, il s'est bien souvent accommodé de ceux qu'il désigne aujourd'hui comme des ennemis. Les gouvernements israéliens successifs ont au départ soutenu le Hamas pour diviser les Palestiniens et l'ont ensuite laissé régner sur les Gazaouis enfermés. Ils se sont satisfaits que le Hezbollah réprime la contestation populaire au Liban en 2019, et n'ont pas bougé quand le régime iranien écrasait le peuple qui se révoltait en 2022 contre l'oppression des femmes et la misère.

La coalition d'extrême droite de Netanyahu entretient l'état de guerre pour ses propres intérêts et pousse son projet colonialiste de Grand Israël, c'est-à-dire l'annexion de nouveaux territoires en expulsant les populations arabes qui y vivent. Les victimes des guerres de l'État d'Israël sont d'abord les populations pauvres de Gaza ravagée, de la Cisjordanie occupée et du Liban.

Ce terrorisme d'État israélien est une vaste opération de « nettoyage ethnique », avec la technologie militaire moderne : les bombardements massifs, l'occupation militaire, l'exil forcé et interminable de près de deux millions de Gazaouis qui n'ont pas la possibilité de sortir de leur territoire exigü, le ciblage des hôpitaux et des écoles transformées en abris, la famine provoquée par le blocage israélien de l'aide humanitaire et du ravitaillement. Les quelque 45 000 morts et 100 000 blessés de Gaza ne sont pas des cibles militaires.

. Et que dire des Libanais qui voient leur immeuble ou leur quartier réduit en cendres par l'aviation israélienne ?

L'hypocrisie des grandes puissances

Les guerres de Netanyahu ne sont possibles que par le soutien des grandes puissances, États-Unis en tête. Ils ne l'ont sans doute pas décidée, mais laissent faire, car l'administration américaine a besoin d'Israël comme d'un allié solide dans cette région stratégique. Et aujourd'hui Biden comme Trump espèrent peut-être tirer profit de l'affaiblissement de l'Iran pour renforcer leur domination sur le Moyen-Orient.

Le président américain et les dirigeants européens critiquent à demi-mot Netanyahu pour les massacres à Gaza et le risque de déstabilisation de la région – et de leurs intérêts. Pourtant ils ne font rien pour stopper Netanyahu, à commencer par cesser de fournir des équipements militaires à l'État d'Israël.

Macron joue au petit parrain colonial du Liban et parle de reconstruire ce que l'armée israélienne aura détruit, pour défendre l'influence française. Les grandes puissances impérialistes ne défendent que leurs positions économiques et stratégiques. Tout comme les pays arabes, qui se disent du côté des Palestiniens mais se moquent du sort des pauvres – à l'image du maréchal al-Sissi qui empêche les centaines de milliers de Gazaouis entassés à Rafah de pénétrer en Égypte.

Les Palestiniens et les Libanais écrasés sous les bombes ne peuvent compter que sur la solidarité des peuples révoltés par ces massacres et par leur propre condition sociale. **Et sur celle que nous pouvons manifester ici, contre nos gouvernements complices. En refusant que ces guerres soient menées en notre nom, nous pouvons encourager tous ceux qui protestent au Moyen-Orient.**

Profession : bouche-trous ?

La direction continue sa casse de nos conditions de travail. Jusqu'à maintenant, elle nous promettait qu'on ne serait déplacés « que » dans les services de notre département médico-universitaire. Des conditions déjà compliquées, dénoncées par beaucoup de collègues.

Mais, de plus en plus, elle cherche à nous imposer la mobilité dans tous les services de l'hôpital pour boucher les trous.

Ainsi, des collègues aides-soignantes peuvent être appelées en milieu de leur service pour aller boucher un trou à l'autre bout de l'hôpital hors DMU.

Refusons collectivement ce mode de fonctionnement.

Dead-pool

En neurochirurgie, des collègues ont carrément été inscrits sur les plannings à l'avance comme en « disponibilité » pour être déplacés dans tout l'hôpital. Une manière de supprimer encore des postes, et à ça s'ajoute l'angoisse pour les collègues de ne pas savoir où on travaille.

Ils sont venus, ils ont vu, ils ont pas vaincu

À défaut d'embaucher des collègues pour la maintenance des lève-personnes, la direction l'a confié à des sociétés privées. La semaine dernière, la société externe en question est intervenue pour réparer un rail dans un service. Bon, il se trouve que celui-ci avait été réparé par les collègues, vu le temps pris pour les faire venir. Mais comme un autre rail était en panne, on leur a proposé d'intervenir dessus. Ah mais mince, pour leur responsable, c'était pas le bon formulaire... Alors ils sont repartis.

Une gestion impeccable !

Gaz à effet de serre : ça ne s'arrange pas !

C'est le Programme des Nations unies pour l'environnement qui le dit : les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 1,3 % en 2023. Ces gaz sont en grande partie responsables du réchauffement climatique qui entraîne nombre de désastres sur la planète (incendies monstres, inondations, tornades, etc.). Alors, de COP en COP, les États prennent des engagements qu'ils ne tiennent généralement pas. Et mènent la planète droit dans le mur. C'est la logique implacable du capitalisme.

Stop au mépris colonial des Outre-mer !

La nouvelle loi de finances discutée en ce moment prévoit 250 millions d'économies pour les Outre-mer. Partout dans les néo colonies française la population fait face à une situation économique et sociale critique. Face à cette situation, la Martinique est

touchée par un mouvement profond contre la vie chère, en Guadeloupe les salariés d'EDF en grève se battent pour des augmentations de salaire, les Kanaks se sont mobilisés l'année dernière contre le mépris colonial. Ils ont bien raison, et ont tout notre soutien.

Les fonctionnaires : une cible facile pour le gouvernement

Le gouvernement vient de dégainer une nouvelle attaque pour grappiller quelques centaines de millions : passer d'un à trois le nombre de jours de congés maladie non pris en charge par la Sécu pour les fonctionnaires et baisser à 90 % la rémunération dudit congé quand il se prolonge ! D'après les mensonges gouvernementaux, les fonctionnaires abuseraient des congés maladie.

La gauche et les syndicats sont vent debout contre cette proposition bien dégueulasse et ils ont raison. La gauche va proposer des amendements... qui ne passeront pas. Car ce n'est pas sur le terrain institutionnel qu'on peut contrer ces attaques : il faudra rendre les coups, dans les grèves et dans la rue.

La police tue un Cap-Verdien à Lisbonne

Odair Moniz, un Portugais originaire du Cap-Vert a été tué de deux balles dans une banlieue pauvre suite à une interpellation routière lundi 21 octobre. Coutumière de mensonges, la police a donné des versions contradictoires. Des émeutes ont secoué plusieurs quartiers populaires et samedi 26 octobre, des milliers de manifestants ont défilé contre le racisme.

Le parti d'extrême droite, Chega, y est allé de ses déclarations ignobles, se félicitant qu'il y ait un « bandit » de moins ou que les policiers devraient être décorés. Chega a organisé une contre-manif peu suivie. Si là-bas ce sont les amalgames entre Cap-Verdiens et trafic de drogue, on retrouve partout les mêmes recettes pour stigmatiser les travailleurs issus de l'immigration.

Le RN à la rescousse des actionnaires

Pendant longtemps, le Rassemblement national avait critiqué la « flat tax ». Celle-ci consiste à fixer un niveau de prélèvement maximum sur les revenus issus du capital, qui a été établi à 30 %. Or le projet de budget de Barnier prévoit de le faire passer à 33 %. Le RN s'est opposé à cette hausse, sous prétexte qu'elle frapperait les « petits actionnaires ». Ceux-ci ont bon dos. Ce sont bien évidemment les plus riches, notamment les familles propriétaires de grandes entreprises, que le RN veut protéger. Pour parvenir au gouvernement, il a besoin de leur appui et il entend leur démontrer qu'ils n'ont rien à redouter de lui.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → <https://npa-revolutionnaires.org/>